



Komitee für den Europäischen Bundesstaat
Committee for a European Federal State
Comité pour l'Etat Fédéral Européen
Comitato per lo Stato federale Europeo
Comité voor de Europese Federale Staat

www.euraction.org - publius@euraction.org

LISBONNE ET L'EUROPE FEDERALE ET DEMOCRATIQUE

Le traité de Lisbonne, après le vote irlandais, est sur la voie de la ratification. De toutes parts jaillissent communiqués de victoire et congratulations empressées. Battez tambours, jouez trompettes : le jour de gloire est arrivé. C'est oublier que les Irlandais n'ont changé d'avis que sur la pression d'une période de basse conjoncture : effondrement de la croissance, doublement du chômage, marasme économique. Le OUI irlandais, massif et incontestable, est une réponse conjoncturelle et non structurelle aux enjeux posés par l'Union Européenne en cette fin d'année 2009.

Lisbonne, qui n'est rien d'autre qu'un mode d'emploi pour le fonctionnement d'une Union bancale, passe totalement à côté de la vraie question qu'est la crise de la citoyenneté européenne. Cette citoyenneté européenne, reconnue par l'Acte Unique (1986) puis par le Traité de Maastricht (1992), n'est plus la valeur commune à tous les citoyens européens. En témoignent les taux catastrophiques de participation aux élections au parlement européen, alors que cette consultation constitue l'unique rendez-vous régulier de la démocratie européenne. Il ne faut pas s'en étonner car les peuples sont dessaisis de la réalité politique de l'Union. Ils en sont rejetés par des mécanismes de décision trop complexes. Ils ne comprennent pas le fonctionnement d'une Union marquée par la culture du compromis et des concessions opaques.

L'Union souffre de trois principaux blocages institutionnels :

- une commission européenne qui échappe au contrôle démocratique des citoyens,
- un parlement européen aux pouvoirs limités, composé de députés inconnus appartenant à des groupes politiques flous : en fait une chambre de ratification de compromis passés, à l'écart de tout débat démocratique, à la Commission ou au Conseil des Ministres.
- une logique diplomatique supplantant la logique démocratique dans le fonctionnement d'institutions à caractère intergouvernemental.

Dans ces conditions il est difficile de faire aimer l'Europe quand on sait que nos concitoyens ont pris conscience des enjeux posés par le développement de la planète et qu'ils veulent adhérer à un système :

- favorisant l'économie sociale et solidaire,
- remplaçant la croissance infinie et l'accumulation désordonnée de profits qui mettent en péril notre éco-système et les équilibres mondiaux.

L'heure du réveil européen a sonné : comment passer d'une Europe techno-diplomatique à une Europe démocratique avec des dirigeants responsables devant les citoyens ? On cherchera vainement une réponse dans le traité de Lisbonne.

La seule solution pour donner à la citoyenneté européenne toute sa mesure réside dans le renforcement du fédéralisme . Pour que le citoyen se sente concerné par le fonctionnement de l'Union Européenne, il faut qu'il puisse se référer à un Etat aux institutions claires et dont les dirigeants sont élus par lui et responsables devant lui. Cela signifie clairement la naissance d'une Europe Fédérale.

Aux déclarations incantatoires visant à présenter Lisbonne comme le but ultime, il faut maintenant substituer des propositions concrètes afin de redonner du sens au projet d'Europe politique. Lisbonne ne répondra pas à la crise de la démocratie européenne car le traité est muet sur la nature des représentants responsables devant les citoyens.

La création d'un Etat fédéral européen à partir d'un groupe pionnier initié par la France et l'Allemagne, avec des institutions simplifiées et appréhendables par tous les citoyens européens, présente un caractère prioritaire. Elle est également la meilleure façon de construire une Europe sociale, citoyenne, solidaire que veulent les démocrates et les femmes et hommes de progrès.

Le 29 Octobre 2009

Under the auspices of the Kerneuropaverein (Kehl – Strasbourg – Besançon – Milan)
Presidency, c/o Movimento Federalista Europeo - Lombardia, via Villa Glori 8, I-27100 Pavia